

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1993, à l'exception de l'article 4 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 1995 et de l'article 7 qui entre en vigueur le jour de la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993, met uitzondering van artikel 4 dat in werking treedt op 1 juli 1995 en van artikel 7 dat in werking treedt de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 9. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

F. 93 — 1694

30 JUIN 1993. — Arrêté royal portant exécution des articles 122, 124 et 126 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, notamment les articles 122, 124 et 126;

Vu le Code des taxes assimilées au timbre, notamment l'article 202⁴, modifié par les lois des 13 juin 1951 et 4 août 1986;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par l'article 127 de la loi du 28 décembre 1992 qui prévoit que les articles 122, 124 et 126 de ladite loi entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1993;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :
la loi : la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses;

la taxe : la taxe établie par l'article 119 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

Art. 2. La taxe est payable en trois fois, à raison de 47 p.c., 43 p.c. et 10 p.c. du montant total de la taxe due, à acquitter respectivement, au plus tard, le 31 août 1993, le 31 août 1994 et le 31 août 1995.

Art. 3. La taxe et, le cas échéant, les amendes, sont acquittées au bureau du timbre extraordinaire où sont établis :

1^o le principal établissement du redevable de la taxe si ce dernier a son principal établissement en Belgique;

2^o l'établissement belge du redevable de la taxe si ce dernier a son principal établissement à l'étranger.

Art. 4. § 1^{er}. Afin d'établir qu'un compte-épargne ou qu'un contrat d'assurance réunissant les conditions auxquelles sont subordonnées l'exonération, la réduction ou la déduction en matière d'impôts sur les revenus visées à l'article 119 de la loi, ne sont pas assujettis à la taxe pour le motif que le titulaire du compte ou le preneur d'assurance n'a jamais bénéficié des exonération, réduction ou déduction susvisées en matière d'impôts sur les revenus, le titulaire du compte ou le preneur d'assurance doit produire au redevable de la taxe un certificat délivré à la demande du titulaire du compte ou du preneur d'assurance, par l'Administration des contributions directes.

Ce certificat doit porter sur toute la période antérieure au 1^{er} janvier 1993 et atteste, pour le contrat d'assurance ou le compte-épargne en cause, que le preneur d'assurance ou le titulaire du compte n'a jamais bénéficié d'une exonération, réduction ou déduction en matière d'impôts sur les revenus en vertu de dispositions applicables antérieurement à l'exercice d'imposition 1993, ou de la réduction d'impôt accordée par l'article 145¹, 2^o ou 5^o, du Code des impôts sur les revenus 1992.

N. 93 — 1694

30 JUNI 1993. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 122, 124 en 126 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, inzonderheid op de artikelen 122, 124 en 126;

Gelet op het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, inzonderheid op artikel 202⁴, gewijzigd bij de wetten van 13 juni 1951 en 4 augustus 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door artikel 127 van de wet van 28 december 1992 dat bepaalt dat de artikelen 122, 124 en 126 van de genoemde wet in werking treden op 1 januari 1993;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :
de wet : de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen;

de taks : de taks ingevoerd door artikel 119 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen.

Art. 2. De taks moet betaald worden in drie maal, ten belope van 47 pct., 43 pct. en 10 pct. van het totaal bedrag der verschuldigde taks, respectievelijk te kwijten uiterlijk op 31 augustus 1993, 31 augustus 1994 en 31 augustus 1995.

Art. 3. De taks en, in voorkomend geval, de boeten, worden betaald op het kantoor van het buitengewoon zegel waar gevestigd zijn :

1^o de hoofdinstelling van de schuldenaar van de taks wanneer deze zijn hoofdinstelling in België heeft;

2^o de Belgische vestiging van de schuldenaar van de taks wanneer deze zijn hoofdinstelling in het buitenland heeft.

Art. 4. § 1. Om aan te tonen dat een spaarrekening of een verzekeringscontract die voldoen aan de voorwaarden voor de vrijstelling, de vermindering of de aftrek inzake inkomstenbelastingen bedoeld in artikel 119 van de wet niet aan de taks onderworpen zijn wegens het feit dat de rekeninghouder of de verzekeringnemer nooit genoten heeft van de hogerbedoelde vrijstelling, vermindering of aftrek inzake inkomstenbelastingen, moet de rekeninghouder of de verzekeringnemer aan de schuldenaar van de taks een certificaat overleggen dat op verzoek van de rekeninghouder of de verzekeringnemer door de Administratie der directe belastingen wordt afgeleverd.

Dit certificaat moet betrekking hebben op de ganse periode vóór 1 januari 1993 en bevestigt, voor het betrokken verzekeringscontract of de betrokken spaarrekening, dat de verzekeringnemer of de rekeninghouder nooit genoten heeft van een vrijstelling, vermindering of aftrek inzake inkomstenbelastingen krachtens bepalingen van toepassing vóór het aanslagjaar 1993 of van de belastingvermindering verleend bij artikel 145¹, 2^o of 5^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Le certificat doit être conservé par le redevable de la taxe pendant six ans à compter de sa date.

§ 2. En ce qui concerne les contrats d'assurance, l'obligation de produire le certificat visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est limitée aux contrats d'assurance-épargne et aux autres contrats pour lesquels l'assureur a délivré l'attestation destinée à être produite à l'Administration des contributions directes, certifiant que le contrat réunit toutes les conditions auxquelles est subordonnée l'immunisation des primes ou cotisations.

§ 3. Lorsque le preneur d'assurance ou le titulaire du compte a produit le certificat visé au § 1^{er}, le redevable de la taxe ne peut plus délivrer les attestations destinées à être produites à l'Administration des contributions directes, relatives aux montants versés par le preneur d'assurance ou le titulaire du compte à compter du 1^{er} janvier 1993.

Art. 5. § 1^{er}. Les redevables de la taxe doivent établir et signer un relevé de tous les contrats d'assurance ou comptes-épargne pour lesquels la taxe est due.

Ce relevé doit être établi sur un support magnétique et selon le modèle déterminés par le Ministre des Finances ou son délégué.

Pour chaque contrat ou compte, le relevé doit indiquer les mentions suivantes :

- 1^o la dénomination, le numéro national et l'adresse du redevable de la taxe;
- 2^o l'identité et l'adresse complètes du preneur d'assurance ou du titulaire du compte;
- 3^o la date de naissance et le sexe du preneur d'assurance ou du titulaire du compte;
- 4^o le numéro de la police d'assurance ou le numéro et, le cas échéant, la dénomination du compte-épargne;
- 5^o la nature et le montant des avantages assurés;
- 6^o la date de conclusion du contrat ou de l'ouverture du compte;
- 7^o le montant à raison duquel la taxe est due.

§ 2. Les relevés doivent être remis avant le 1^{er} juin 1994 au Centre de Traitement de l'Information (C.T.I.) de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

Dans le même délai, les redevables de la taxe doivent remettre un double des relevés au Centre de documentation compétent de l'Administration des contributions directes.

Art. 6. Les remboursements autorisés par l'article 124 de la loi sont effectués en mains de la personne qui a acquitté la taxe. Ils doivent être demandés au directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines dans le ressort duquel l'ayant droit est établi. Le directeur accuse réception de la demande le jour même où elle lui parvient.

Le remboursement est subordonné à la production des documents justifiant de l'existence de la cause de remboursement.

Art. 7. L'amende établie par l'article 123, alinéa 1^{er}, de la loi, est réduite à 10 p.c. de la taxe éludée.

Cette réduction n'est toutefois pas applicable en cas d'infractions commises dans l'intention d'éluder ou de permettre d'éluder la taxe.

Art. 8. Les dispositions des articles 240^b à 240¹¹ du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre sont applicables à l'amende établie par l'article 123, alinéa 1^{er}, de la loi.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1993.

Art. 10. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Het certificaat moet gedurende zes jaar te rekenen vanaf zijn dagtekening bewaard worden door de schuldenaar van de taks.

§ 2. Wat de verzekeringscontracten betreft, wordt de verplichting het certificaat, bedoeld in § 1, eerste lid, over te leggen, beperkt tot de spaarverzekeringen en tot de andere contracten waarvoor de verzekeraar het attest heeft afgeleverd bestemd voor de Administratie der directe belastingen dat bevestigt dat het contract aan alle voorwaarden voldoet tot vrijstelling van de premies of bijdragen.

§ 3. Wanneer de verzekeringnemer of de rekeninghouder het certificaat bedoeld in § 1 heeft overgelegd, mag de schuldenaar van de taks de attesten bestemd voor de Administratie der directe belastingen, met betrekking tot de door de verzekeringnemer of de rekeninghouder gestorte bedragen niet meer afleveren te rekenen vanaf 1 januari 1993.

Art. 5. § 1. De schuldenaars van de taks moeten een staat opstellen en ondertekenen van alle verzekeringscontracten of spaarrekeningen waarvoor de taks verschuldigd is.

Deze staat moet opgesteld worden op een magnetische informatiedrager. Het model van de staat en van de informatiedrager worden vastgelegd door de Minister van Financiën of zijn afgevaardigde.

Voor ieder contract of iedere rekening vermeldt de staat de volgende gegevens :

- 1^o de benaming, het nationaal nummer en het adres van de schuldenaar van de taks;
- 2^o de volledige identiteit en het volledig adres van de verzekeringnemer of de rekeninghouder;
- 3^o de geboortedatum en het geslacht van de verzekeringnemer of de rekeninghouder;
- 4^o het nummer van de verzekeringspolis of het nummer en, in voorkomend geval, de benaming van de spaarrekening;
- 5^o de aard en het bedrag van de verzekerde voordelen;
- 6^o de datum waarop het contract werd afgesloten of de rekening werd geopend;
- 7^o het bedrag uit hoofde waarvan de taks verschuldigd is.

§ 2. De staten moeten vóór 1 juni 1994 afgegeven worden op het Centrum voor Informatieverwerking (C.I.V.) van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen.

Binnen dezelfde termijn moeten de schuldenaars van de taks een dubbel van de staten afgeven op het bevoegd Documentatiecentrum van de Administratie der directe belastingen.

Art. 6. De terugbetalingen toegelaten door artikel 124 van de wet geschieden in handen van de persoon die de taks betaald heeft. Zij moeten aangevraagd worden aan de gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen in wiens ambtsgebied de rechthebbende gevestigd is. De directeur meldt de ontvangst van de aanvraag de dag zelf waarop zij hem toekomt.

Terugbetaling geschiedt op overlegging van de documenten waaruit blijkt dat er een grond voor terugbetaling bestaat.

Art. 7. De boete gevestigd door artikel 123, eerste lid, van de wet, wordt verminderd tot 10 pct. van de ontduken taks.

Deze vermindering is echter niet van toepassing ten aanzien van de overtredingen begaan met het oogmerk de belasting te ontduiken of de ontduiking ervan mogelijk te maken.

Art. 8. De bepalingen van de artikelen 240^b en 240¹¹ van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen zijn van toepassing op de boete gevestigd door artikel 123, eerste lid, van de wet.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Art. 10. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 juni 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT